



Note d'information aux médias

Groupe spécialisé de l'UIT "Services financiers numériques"

Présentation du Groupe spécialisé de l'UIT sur les services financiers numériques en faveur de l'inclusion financière

Genève, le 16 septembre 2015 – Créé sous les auspices de l'Union internationale des télécommunications, institution spécialisée des Nations Unies, le Groupe spécialisé "Services financiers numériques" est l'une des initiatives les plus importantes de l'UIT dans les domaines des services financiers numériques et de l'inclusion financière.

Lancé officiellement en juin 2014, ce groupe offre le premier exemple de coopération entre experts des télécommunications et des services financiers, en vue de donner à chacun la possibilité d'accéder aux technologies numériques et mobiles à un coût abordable. Ses activités visent en premier lieu les habitants des pays en développement, qui regroupent encore la majeure partie des personnes non bancarisées.

Présidé par M. Sacha Polverini, responsable du programme "Services financiers destinés aux pauvres" de la Bill & Melinda Gates Foundation, le groupe bénéficie de l'appui de plus de 60 organisations issues de 30 pays du monde entier, parmi lesquelles sont représentés à la fois le secteur public et le secteur privé.

Rôle des services financiers numériques

Au cours des 20 dernières années, des millions de personnes se sont sorties de la pauvreté extrême en adoptant de nouvelles techniques agricoles, en accédant à l'éducation et en trouvant de nouveaux emplois et débouchés commerciaux. Toutefois, dans de nombreux cas, ces mêmes personnes sont retombées dans la pauvreté à la suite de chocs qu'elles n'ont pas été en mesure de surmonter, faute de ressources ou d'outils financiers appropriés.

Ce dont ces familles ont besoin, c'est d'un levier sur lequel s'appuyer pour sortir de la pauvreté, et – tout aussi important – ne pas y retomber. L'un des moyens de le leur fournir consiste à faire en sorte que davantage de personnes aient accès à de véritables services financiers moyennant un coût abordable. Avoir les bons outils financiers à sa disposition dans les moments cruciaux peut se révéler décisif pour permettre à un ménage de saisir une occasion de sortir de la pauvreté ou de ne pas s'y enfoncer davantage en cas de coup dur. D'une manière plus générale, l'accessibilité des services financiers peut avoir un effet moteur sur la création d'emplois, la consommation et les investissements dans le capital humain.

Pour les 14,5% de la population mondiale (7,3 milliards de personnes) qui vivent avec moins de 1,25 USD¹ par jour, il est difficile d'épargner. Le crédit et l'assurance ne sont accessibles qu'à des tarifs très élevés, sinon pas du tout. Pour les entreprises qui proposent des services financiers classiques, les pauvres représentent une clientèle coûteuse, car ils effectuent la plupart de leurs transactions en espèces. En effet, le stockage, le transport et le traitement des espèces entraînent des coûts élevés pour les banques, les compagnies d'assurance, les entreprises de service public et autres institutions, lesquelles répercutent généralement ces coûts sur des clients qui n'ont guère les moyens de les assumer.

Depuis quelques années, les technologies de l'information et de la communication (TIC) jouent un rôle de plus en plus important pour créer de nouveaux produits financiers numériques moins chers qui correspondent mieux aux besoins des personnes non bancarisées et à la particularité de leur situation. Les premiers à en bénéficier sont les habitants pauvres des zones rurales et isolées. Les transactions financières sur mobile, par exemple, peuvent jouer un rôle-clé dans l'amélioration de l'accès aux services financiers. Elles réduisent les coûts associés aux paiements de base de faible montant et permettent aux fournisseurs de proposer des services financiers de taille appropriée aux personnes pauvres, à proximité du lieu où elles vivent ou travaillent, et ce moyennant un coût abordable. Par ailleurs, les réseaux d'agents peuvent servir de circuits de distribution ubiquitaires pour des services financiers autres que les paiements,

¹ http://data.worldbank.org/topic/poverty#tp_wdi

comme l'épargne et le crédit. Le déploiement des transactions financières numériques à l'échelle requise pourrait être un tremplin vers la multiplication de services financiers numériques clés qui auraient des effets bénéfiques sur les conditions de vie des pauvres.

Sans surprise, les pays en développement et les pays émergents se sont lancés activement dans l'adoption de nouvelles technologies, en vue d'assurer le passage à une économie financière placée davantage sous le signe du numérique, dans la mesure où cette évolution permet de promouvoir la transparence, la protection sociale, l'accès aux services financiers et la bonne gouvernance².

Cependant, malgré les avantages des services financiers numériques et les efforts déployés pour numériser de manière croissante les transactions en espèces, il reste d'importants obstacles à surmonter pour tirer rapidement et efficacement parti des TIC et réellement changer la donne pour les pauvres. Modèles économiques incertains, résistance culturelle, cas d'utilisation peu clairs, règles et réglementations incohérentes et trop prescriptives, ou manque de confiance dans le système, ne sont que quelques-uns des problèmes auxquels les parties prenantes publiques et privées demeurent confrontées.

Pourquoi le groupe spécialisé a-t-il été créé?

La mise en place d'un écosystème des services financiers numériques dépend fortement du cadre réglementaire dans lequel doivent s'inscrire ces services, qui est censé promouvoir l'innovation et encourager la concurrence entre prestataires. La réglementation joue donc un rôle essentiel. Cependant, l'écosystème des services financiers numériques, qui au cours des dernières années a connu une expansion considérable pour englober un ensemble de nouveaux acteurs non traditionnels, rencontre des difficultés pour lancer et dimensionner des services à l'intention des personnes non bancarisées, parce que de nombreux environnements politiques et réglementaires ne sont pas véritablement propices.

En outre, le Groupe spécialisé a constaté qu'au niveau national, le débat autour des services financiers numériques n'a pas toujours été mené de façon structurée et cohérente, notamment entre les administrations d'un même pays.

Le Groupe spécialisé vise par conséquent à remédier aux divergences entre les régulateurs des télécommunications et ceux des services financiers, ainsi qu'entre le secteur public et le secteur privé. C'est la première fois que des acteurs de premier plan de la chaîne de valeur des paiements et des services financiers numériques sont réunis afin de traiter la question des services financiers numériques en faveur de l'inclusion financière et de réfléchir aux solutions qui pourraient accélérer l'évolution des politiques sur un certain nombre de questions essentielles.

Quels sont les objectifs du Groupe spécialisé?

Les objectifs du groupe sont doubles:

- Créer un cadre en faveur d'un dialogue et d'une collaboration plus structurés et réguliers entre les régulateurs des télécommunications et ceux des services financiers, qui doivent adopter des approches politiques et réglementaires cohérentes en matière de services financiers numériques.
- Examiner certains des principaux problèmes politiques et réglementaires qui empêchent actuellement les services financiers numériques de se développer normalement et de devenir accessibles aux pauvres.

Le Groupe spécialisé vise à établir une vision concernant la meilleure approche à suivre pour faire en sorte que chacun, quel que soit l'endroit où il se trouve, puisse bénéficier des services financiers numériques.

Par conséquent, le Groupe mettra au point une série de kits pratiques, de principes et de lignes directrices destinés à aider les décideurs et les régulateurs nationaux à accélérer les réformes politiques et à stimuler l'offre et l'adoption des services financiers numériques. Il devrait achever ses travaux d'ici à la fin de 2016. Ses conclusions seront exploitées pour formuler des recommandations sur des aspects précis des services financiers numériques.

² Dans le cadre de la Déclaration de Maya de 2011 sur l'inclusion financière, de nombreux pays se sont engagés à introduire et à promouvoir les services financiers sur mobile (www.afi-global.org). Par ailleurs, de plus en plus de pays participent à la Better than Cash Alliance (<http://betterthancash.org>), initiative dont l'objet est d'accélérer le passage aux paiements numériques.

Quelle est la structure du Groupe spécialisé?

Le Groupe spécialisé a créé quatre groupes de travail qui s'intéressent chacun à l'un des thèmes suivants:

- 1) l'écosystème des services financiers numériques;
- 2) les technologies, l'innovation et la concurrence;
- 3) l'interopérabilité;
- 4) l'expérience et la protection du consommateur.

Chacun de ces groupes de travail rassemble des parties prenantes diverses, parmi lesquelles figurent des autorités de régulation, des opérateurs de réseau mobile, des prestataires de services de paiement, des fournisseurs de plate-forme ainsi que des organismes de protection des consommateurs pour garantir l'équilibre des intérêts représentés.

En 2015, le Groupe spécialisé se réunira à Kuala Lumpur du 30 septembre au 2 octobre et à Genève du 15 au 17 décembre.

Ces réunions sont ouvertes à toutes les parties intéressées qui souhaitent contribuer activement aux travaux du Groupe spécialisé, et devraient rassembler des experts du monde entier issus des secteurs public et privé, qui représenteront à la fois les pays en développement et les pays développés.

A propos de l'Union internationale des télécommunications (UIT)

L'UIT est la principale institution des Nations Unies pour les technologies de l'information et de la communication; elle encourage l'innovation dans le secteur des TIC, aux côtés des 193 Etats Membres et plus de 700 entités du secteur privé et institutions universitaires qui la composent. Fondée en 1865, elle célèbre en 2015 son 150ème anniversaire en tant qu'organisation intergouvernementale chargée de coordonner l'utilisation en partage du spectre des fréquences radioélectriques au niveau mondial, d'encourager la coopération internationale en attribuant des orbites de satellite, de renforcer l'infrastructure des communications dans les pays en développement et de définir des normes mondiales qui garantissent la parfaite interconnexion de systèmes de communication très divers. Qu'il s'agisse des réseaux large bande ou des technologies hertziennes de pointe, de la navigation aéronautique et maritime, de la radioastronomie, de l'observation de des océans et de la surveillance de la Terre par satellite ou de la convergence entre téléphonie fixe et téléphonie mobile, de l'Internet ou des technologies de radiodiffusion, l'UIT s'engage à connecter le monde. www.itu.int

Le Groupe spécialisé sur les services financiers numériques a été créé par le Groupe consultatif de la normalisation des télécommunications de l'UIT (GCNT) à sa réunion de juin 2014, sur une proposition de la Bill & Melinda Gates Foundation, Membre du Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT (UIT-T).

De plus amples informations sont disponibles sur notre site web [ici](#). Vous pouvez en outre visionner un entretien avec plusieurs membres du groupe [ici](#).

N'hésitez pas à nous contacter si vous souhaitez en savoir davantage.

UIT:

Sanjay Acharya, Chef, Relations avec les médias et information du public

Tél.: +41 22 730 5046

Mobile: +41 79 249 4861

Courriel: sanjay.acharya@itu.int

FTI Consulting, de la part de l'UIT:

Marcus Pepperell, FTI Consulting

Tél.: +32 2 289 09 30

Mobile: +971 50 705 2045

Courriel: Marcus.pepperell@fticonsulting.com

Sophia Lyscom, FTI Consulting

Tél.: +32 (0)2 289 69 05

Mobile: +32 4738 847 40

Courriel: Sophia.Lyscom@fticonsulting.com

En savoir plus: l'UIT et le Groupe spécialisé

Le Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT (UIT-T) possède plusieurs commissions d'études, qui rassemblent des experts du monde entier dans le but d'élaborer des normes internationales, connues sous le nom de Recommandations UIT-T, qui sous-tendent l'infrastructure mondiale des TIC. Plus de 4 000 Recommandations UIT-T sont actuellement en vigueur. Il s'agit de normes d'application volontaire, c'est-à-dire que leur application ne devient obligatoire que si elles sont incorporées dans la législation nationale.

Pour compléter les travaux de ses commissions d'études, l'UIT-T a créé des groupes spécialisés, afin de disposer d'un mécanisme souple pour répondre à des besoins de normalisation immédiats dans le secteur des TIC. Les groupes spécialisés sont chargés de mener rapidement les travaux préparatoires qui serviront de base aux travaux de normalisation des commissions d'études.

Le Groupe spécialisé de l'UIT-T sur les services financiers numériques a été créé à Genève en juin 2014.

En savoir plus: objectifs

Les principaux objectifs du Groupe spécialisé sur les services financiers numériques consistent à:

- Etudier et déterminer les orientations technologiques qui seront prises au cours des prochaines années en matière de services financiers numériques ainsi que l'évolution des rôles respectifs des diverses parties prenantes de cet écosystème.
- Comprendre où se situent les problèmes et les enjeux, et repérer les chevauchements d'activités et les lacunes qu'il est nécessaire de combler.
- Recenser les bonnes pratiques en vue l'élaboration d'un kit pratique sur les services financiers numériques destiné aux régulateurs.
- Mettre au point une feuille de route concernant les produits, les réseaux et les services interopérables.
- Etablir une liaison et des relations avec d'autres organisations susceptibles de contribuer aux travaux de normalisation des services financiers numériques.
- Recenser les cas d'utilisation dans lesquels ont été mis en oeuvre avec succès des services financiers numériques sécurisés, y compris dans les pays en développement, en accordant une attention particulière aux avantages de ces services pour les femmes.
- Travailler à la création d'un cadre propice au développement des services financiers numériques.
- Veiller à ce que la protection des consommateurs fasse partie intégrante de l'inclusion financière, en accordant une attention particulière à la lutte contre la fraude.

En savoir plus: structure et résultats

Le Groupe spécialisé a été divisé en quatre groupes de travail distincts. Chacun d'entre eux est dirigé par une équipe de composition diverse, où sont représentés des autorités de régulation, des opérateurs et des organismes de protection des consommateurs, et se réunit au cours de l'année. Les documents établis par les groupes de travail sont soumis au Groupe spécialisé, qui se réunit jusqu'à trois fois par an.

La prochaine réunion du Groupe spécialisé se tiendra à Kuala Lumpur du 30 septembre au 2 octobre 2015. A cette occasion, chacun des groupes de travail fera le point sur l'état d'avancement des produits qu'il est chargé d'établir et examinera les contributions soumises par les participants afin de faire progresser ses travaux. Par ailleurs, des experts du secteur des services financiers numériques s'adresseront aux participants et leur feront profiter de leur expérience dans les domaines étudiés par les groupes de travail.

La réunion suivante aura lieu à Genève du 15 au 17 décembre 2015. Elle sera précédée d'un atelier sur les services financiers numériques et l'inclusion financière, qui aura pour but de réfléchir aux enjeux essentiels du secteur des services financiers numériques, du point de vue de la réglementation, de l'accès au marché et des besoins en matière de protection des consommateurs et d'interopérabilité.

Le Groupe spécialisé devrait achever ses travaux et publier de possibles feuilles de route, principes, lignes directrices et kits pratiques d'ici à la fin de 2016. Ces résultats seront exploités dans le cadre des travaux du Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT et orienteront les travaux menés au niveau international sur les services financiers numériques.

Le tableau suivant présente les quatre groupes de travail en fonction de leurs tâches, de leur domaine de travail et de leurs résultats attendus.

Groupe de travail	Domaine de travail	Présidents du groupe de travail	Résultats attendus
<p>Ecosystème des services financiers numériques</p>	<p>L'objet de ce groupe de travail est de déterminer et de comprendre quels sont les éléments essentiels d'un écosystème des services financiers qui permette d'assurer l'inclusion financière. Pour ce faire, le groupe étudiera la coopération entre les pouvoirs publics, les régulateurs, le secteur des télécommunications et les banques en matière de services financiers numériques, pour ce qui est d'assurer l'éducation, de comprendre quelles sont les responsabilités respectives et de déterminer quels sont les obstacles à l'intérieur des marchés et entre les marchés. Ses objectifs initiaux sont de répertorier les études de cas et autres documents pertinents au niveau mondial et de commencer à planifier l'écosystème des services financiers numériques et le rôle des parties prenantes. Le groupe prévoit en outre de mener une analyse approfondie de la numérisation des paiements de "gouvernement à personne" (G2P) et de l'utilisation des moyens de paiements numériques par les commerçants.</p>	<p>Carol Coye Benson (Glenbrook Partners) Yury Grin (Intervale) Mina Mashayekhi (CNUCED)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse de l'écosystème des services financiers numériques; • Analyse approfondie des flux G2P; • Analyse approfondie de l'adoption par les commerçants; • Elaboration d'un modèle de mémorandum d'accord normalisé pour la coordination entre les régulateurs des télécommunications et ceux des services financiers.
<p>Interopérabilité</p>	<p>Le groupe de travail sur l'interopérabilité a pour objet d'étudier et d'analyser de quelle manière l'interopérabilité pourrait faciliter l'inclusion financière. Il mettra notamment au point un kit pratique qui tiendra compte des problèmes et des bonnes pratiques en matière d'interopérabilité. La vision de l'interopérabilité adoptée par le groupe est la suivante: "L'interopérabilité</p>	<p>Thomas Lammer (Banque mondiale) Mark McCullagh, (Learo Consulting) Y. Houeyetongnon, (ARCEP, Bénin) Ricardo Teixeira Leite Mourao (Banque centrale brésilienne)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Document de nature descriptive dans lequel sont analysés les couches et blocs constitutifs pertinents de l'interopérabilité; • Plan de l'environnement existant à partir du cadre élaboré dans les documents descriptifs; • Kit pratique pour l'interopérabilité.

	<p>permet à des utilisateurs du monde entier d'effectuer des paiements électroniques avec n'importe quel autre utilisateur de manière pratique, peu coûteuse, rapide, fluide et sécurisée, à l'aide d'un compte de transaction unique."</p>		
<p>Technologies, innovation et concurrence</p>	<p>Le groupe a pour principal objectif d'analyser les nouvelles technologies et la dynamique des marchés dans le contexte des services financiers numériques. Il étudie les nouvelles technologies qui pourraient avoir une incidence sur l'écosystème, les coûts et les systèmes de taxation des services financiers numériques, le cadre de sécurité des services financiers numériques ainsi que les principaux obstacles techniques à la concurrence et à l'accès au marché.</p>	<p>Leon Perlman (Lethan Consulting)</p> <p>Paul Makin (Chyp Consulting)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport sur l'évolution des technologies dans le secteur des services financiers numériques; • Rapport sur les questions relatives à la concurrence dans le secteur des services financiers numériques; • Exigences techniques relatives à la sécurité des services financiers numériques.
<p>Expérience et protection du consommateur</p>	<p>Ce groupe de travail établira des lignes directrices et des principes en vue d'atténuer les différents risques liés à la protection du consommateur et à la qualité de service et d'expérience dans le contexte des services financiers numériques. Il étudiera en outre les cadres juridique et politique de la protection des consommateurs sur les marchés des services financiers numériques ainsi que les problèmes liés à la qualité de service des réseaux mobiles dans les pays en développement qui pourraient avoir une incidence sur la disponibilité des services financiers numériques.</p>	<p>Jami Solli (Consumer International)</p> <p>Sumit Jamuar (KYCTrust)</p> <p>Adel Bedoui (Tunisie Telecom)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Lignes directrices techniques relatives aux exigences de qualité de service pour les services financiers numériques; • Bonnes pratiques pour la protection des consommateurs contre la fraude et autres risques, à partir de l'étude de cinq pays cibles: Pérou, Nigéria, Inde, Bangladesh et Ouganda; • Recommandations à l'intention des régulateurs, des législateurs et des décideurs, destinées à aider ces derniers à garantir la participation de la société civile ainsi qu'une meilleure protection des groupes qui défendent les consommateurs.